

CONV 737/03

CONTRIB 323

BEGELEIDENDE NOTA

van: het secretariaat

aan: de Conventie

Betreft: Bijdrage van de heer Alexandru Athanasiu, lid van de Conventie:
- "De werking van de Europese instellingen"

De secretaris-generaal van de Conventie heeft van de heer Alexandru Athanasiu, lid van de Conventie, de bijdrage ontvangen die in bijlage dezes staat.

CONTRIBUTION DE M. ALEXANDRU ATHANASIU

MEMBRE TITULAIRE,

SUR

LE FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS EUROPEENNES

Union d'États qui exercent en commun certaines compétences sur un mode fédéral, l'Europe doit se constituer en un ensemble cohérent, respectant l'autonomie de ses membres et favorisant l'avancement des politiques communes.

Malgré les difficultés qui ont conduit à réunir la Convention, chacun doit reconnaître que les résultats positifs de la construction européenne sont incomparablement supérieurs à ses dysfonctionnements.

Afin d'aboutir à l'Europe des États nations, la seule capable de permettre à chaque État membre de transférer un certain nombre de compétences au niveau fédéral tout en préservant son identité nationale, nous devons prendre en compte deux exigences de base :

– la majorité qualifiée est impérieusement nécessaire dans une Europe de 25 ou 27 membres et

– l'Union doit apparaître autant comme un acteur actif, visible et ferme qu'un représentant neutre et dynamique de l'intérêt commun européen.

Étant donné que la relation entre le Conseil, le Parlement, la Commission déterminera à long terme le futur niveau d'intégration européenne, il est nécessaire que chaque institution soit renforcée de manière comparable afin de ne pas porter préjudice aux autres.

Le futur traité constitutionnel doit associer les deux esprits : communautaire et national.

1. Le Conseil européen

Le Conseil européen doit jouer un rôle **d'impulsion politique et définir les grands axes de la PESC**. Afin de mettre en œuvre ces tâches, il faut que l'Union européenne parle autant que possible d'une seule voix.

Dans cet esprit, il convient de reconnaître qu'une période de 6 mois est trop courte pour qu'une Présidence puisse proposer et exécuter un programme cohérent. De surcroît, elle peut représenter aujourd'hui une source d'instabilité. Il s'est aussi avéré que la coordination entre les présidences successives (modèle de la troïka) a représenté une amélioration sans aboutir à une vraie réforme. Par ailleurs, il est peu souhaitable que le même pays exerce la présidence du Conseil européen et assure les présidences des Conseils.

Il y a lieu également de se demander si un président qui est en même temps un chef d'État ou de Gouvernement est bien placé pour remplir de manière satisfaisante ses attributions au Conseil européen.

Est-il vraiment essentiel pour chaque État de tenir la présidence de ce Conseil pour six mois **une fois tous les 13 ans et demi**, voire plus dans la perspective des élargissements futurs?

Tout naturellement, il faut que le Conseil européen ait son président afin de rétablir l'équilibre du triangle institutionnel.

En faveur de la continuation du modèle actuel de la présidence plaide seulement le principe de l'égalité des États membres, ou plutôt, une certaine susceptibilité, que notre souhait de devenir plus unis doit nous conduire à surmonter.

Au lieu de continuer sur cette piste, et en tenant compte que l'Union aura une personnalité juridique, **il est préférable d'envisager l'élection d'un Président par ses pairs, de manière consensuelle, pour une période minimale de deux ans et demi.**

Le président du Conseil européen devrait être une **personnalité de grande expérience, y ayant déjà siégé et symbolisant la permanence des grandes valeurs européennes.** Il n'interférera pas avec le président de la Commission parce que leurs tâches sont différentes.

L'existence des deux présidents confirme la double nature de l'Union européenne : **Fédération des États nations**, chacun des deux présidents – Conseil et Commission – ayant des chantiers différents d'action. En revanche, les autres présidences de Conseils pourraient être exercées en général par rotation, selon un système équitable permettant d'associer tour à tour tous les pays.

2. Le Conseil des ministres

Le Conseil des ministres exerce à la fois des responsabilités législatives (ensemble avec le Parlement européen) et intergouvernementales (Espace de liberté, sécurité et de justice et PESC).

C'est pourquoi une distinction claire doit être opérée entre le Conseil législatif et le Conseil exécutif.

Lorsque le Conseil est législatif, les débats doivent être publics.

Les décisions du Conseil doivent être normalement prises à la majorité qualifiée. L'unanimité reste nécessaire pour les lois constitutionnelles.

Les Conseils sectoriels nécessaires sont : Affaires générales, ECOFIN, Affaires étrangères, Justice et affaires intérieures, Affaires sociales. Les compositions des délégations des Conseils sont de la responsabilité des États membres, mais les ministres ne devraient pas pouvoir être remplacés par des hauts fonctionnaires. On doit rappeler à cet égard que le Conseil des ministres regroupe en fait des responsables devant leurs parlements nationaux.

Les présidences des Conseils doivent être exercées suivant un système de rotation égalitaire, mais la durée des présidences doit pouvoir être allongée à un an.

3. La Commission européenne

Les défis auxquels se confronte à présent la Commission ne sont pas négligeables :

- une forte demande en faveur de la réduction du nombre des commissaires afin de permettre une répartition qualitative égale des portefeuilles ;
- le phénomène de nationalisation pouvant compromettre le respect des principes d'indépendance et de collégialité, qui doivent caractériser le travail de la Commission.

La Commission doit continuer d'exercer un rôle moteur dans ses trois fonctions principales : la garde des traités, le droit d'initiative, l'exécution de la législation de l'Union.

Désormais, elle doit jouer un **rôle plus important dans le cadre de la coordination et de la mise en œuvre du Pacte de stabilité et des politiques économiques de l'Union.**

De même, la Commission assure le suivi et l'exécution des décisions du Conseil. En ce sens, la procédure de comitologie doit être révisée afin d'être simplifiée. La Commission pourra adopter aussi les actes délégués.

Le président de la Commission doit être élu par le Parlement européen au lendemain des élections européennes.

La Commission doit être politiquement responsable devant le Conseil et le Parlement européen.

4. Le Parlement européen

Le Parlement, élu au suffrage universel, doit être à son tour renforcé, parce qu'il a un rôle essentiel pour assurer le contrôle démocratique à l'intérieur de l'Union.

Le Parlement doit être pleinement co-législateur, conjointement avec le Conseil. Il doit avoir également des compétences budgétaires plus importantes sur le vote des recettes, sans que ses amendements puissent augmenter les charges fiscales. Pour affermir une place institutionnelle éminente, il faut que le mode d'élection des députés européens soit révisé et uniformisé à l'échelle du continent, le mode de calcul de cette représentation devant réduire les écarts excessifs de représentativité qui existent actuellement. Il faut également introduire la possibilité de dissoudre le Parlement européen.

5. Les parlements nationaux

Il entre dans les tâches de la Convention de trouver une articulation satisfaisante entre le dispositif institutionnel européen communautaire et les parlements nationaux.

Outre les propositions formulées jusqu'à présent concernant une plus forte implication des Parlements dans le cadre de l'Union, il est souhaitable qu'une fois par an les parlementaires européens et nationaux débattent sur les grandes questions de l'Union.
